

[Text]

systematic laid down policies and principles, guiding these consultative relationships and determining information processes. To take our own case, if farmers through their organizations have no better way of understanding what is involved in the foreign policy issues which affect them and their relation to national policy, the chances of a necessary disruption of such an integrated approach and failure to reach optimum solutions will be greatly increased. We may add that as we have so often said before the ongoing role of Parliament and its Committees in this process is also and much more so a critical consideration in achieving the White Paper's aims in foreign policy development.

Two, we would gather from the White Paper that the Committee on External Relations is now in existence. To our knowledge, it does not include the Deputy Minister of Agriculture in its membership. We feel it most emphatically should.

Three, there should be a much more regular customary utilization of farm organization advisory members to international government delegations considering important matters of agriculture policy and agriculture development.

• 1120

The principle could, in our opinion, be very usefully extended. We should say that the Minister of Agriculture does not agree with this in principle.

The Chairman: Does not disagree.

Mr. Munro: Does not disagree, my mistake. Does not disagree with this in principle, but finds few occasions when he considers it necessary or useful in practice.

We think the government greatly under-estimates the value over time of such producer involvement.

This is, sirs, respectfully submitted on behalf of the Canadian Federation of Agriculture.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Munro. Does Mr. Kirk have anything to add.

Mr. Charles Kirk (Executive Secretary, Canadian Federation of Agriculture): I think we could open up the discussion.

The Chairman: We are open for questions. Mr. MacLean.

Mr. MacLean: If the United Kingdom joins the Common Market, what is the assessment of the effects that this will have on our exports to the United Kingdom chiefly?

Mr. Munro: Mr. Chairman, I think we are vitally concerned on the effects on Canadian agriculture of Britain joining the EEC. We are very much hoping and wishing that our government on our behalf takes a very active role in dealing with these issues on the movement of the various products, whether they be grains, fruits, vegeta-

[Interpretation]

systématique du processus de consultation et de l'échange d'informations entre le gouvernement et les groupes privés. Nous entendons par là plus que la reconnaissance générale d'un principe. Nous entendons, bien sûr, l'instauration d'un ensemble systématique de politiques et de principes qui guideront ces rapports de consultation et détermineront les modalités d'information. Prenons par exemple notre cas; si, par notre association, les agriculteurs n'ont pas les moyens de mieux comprendre ce que comportent les questions de politique étrangère qui les touchent où ils s'intègrent dans les politiques nationales, les risques de dislocation inutiles d'un tel processus d'intégration et d'échec au niveau des solutions optimales seront d'autant plus grands. Permettez-nous d'ajouter, comme nous l'avons si souvent signalé dans le passé, dans ce processus, que le rôle permanent du Parlement et de ses comités constitue aussi, d'une façon beaucoup plus marquée, une considération critique pour la réalisation des objectifs du Livre blanc dans le développement de la politique étrangère.

Deuxièmement, il semblerait, d'après le Livre blanc, que le comité des relations extérieures existe déjà. Or, il n'inclut pas, à notre connaissance, le sous-ministre de l'Agriculture. Il le devrait très certainement.

Troisièmement, il devrait y avoir une utilisation beaucoup plus régulière et plus courante de conseillers venant des organismes agricoles au sein des délégations internationales officielles qui étudient d'importantes questions de politique et de développement agricole.

Il y aurait tout avantage, à notre avis, à élargir cette pratique. Le ministre de l'Agriculture rejette cette idée en principe.

Le président: Ne la rejette pas.

M. Munro: Ne la rejette pas, je m'excuse. Ne rejette cette idée en principe, mais trouve peu d'occasions où il la considère comme nécessaire ou utile en pratique.

A notre avis, le gouvernement sous-estime grandement la valeur en longue période d'une telle participation des producteurs.

Ce mémoire, messieurs, est respectueusement soumis par la Fédération canadienne de l'agriculture.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Munro. M. Kirk désire-t-il ajouter quelque chose?

M. Charles Kirk (secrétaire exécutif de la Fédération canadienne de l'agriculture): Je crois que nous pouvons passer aux questions.

Le président: Nous sommes prêts à recevoir les questions.

M. MacLean: Si le Royaume-Uni entre dans le marché commun, quelles seront à votre avis les répercussions sur nos exportations, surtout au Royaume-Uni?

M. Munro: Monsieur le président, nous nous intéressons énormément aux effets qu'aurait l'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté économique européenne sur l'agriculture canadienne. Nous espérons que notre gouvernement s'occupera très activement en notre nom des questions qui touchent le mouvement des divers